

Édito :

« Bastamag » fait le tour de France des comités

« Notre action permet de ralentir les fermetures » : partout en France, des citoyens s'engagent pour leurs hôpitaux

Ils luttent contre les fermetures de leurs maternités, de leurs services de chirurgie ou de leurs urgences. Il existe des dizaines de comités de défense des hôpitaux de proximité en France. Certains arrivent même à renforcer l'accès aux soins, en participant à la création de centres de santé. *Basta !* donne la parole à ces citoyens qui se mobilisent pour l'intérêt général.

[L'article](#)

Sommaire :

- **L'écho des comités : pages 2, 3 et 4**
- **Autres infos locales : page 5**
- **Dossiers :**
 - **Campagne pour la Sécu : page 5**
 - **Campagne européenne pour la gratuité des soins liés à la COVID : page 6**
 - **Communiqué inter-orgas : page 6**
 - **Psychiatrie, une avancée en Nouvelle Aquitaine : page 7**
 - **Convergence des Services Publics : contre la loi « Sécurité globale » : page 7**
- **Culture et santé : page 8**

L'écho des comités :

DOUARNENEZ - 29

- **Douarnenez : bientôt Happytal à l'hôpital. Le comité s'insurge !**

Happytal va s'implanter à l'hôpital de Douarnenez. Cette société privée vend des prestations aux patients hospitalisés et s'occupe de la réservation de chambres individuelles payantes (sauf pour raison médicale). Ainsi donc, ceux qui en ont les moyens pourront s'offrir des prestations, et les autres regarderont, et pourront en payant bénéficier d'une chambre individuelle, alors que toutes les personnes hospitalisées devraient pouvoir en bénéficier gratuitement. Ces différences sont inacceptables dans la cadre d'un service public.

Et en plus, la direction de l'hôpital s'appuie sur une enquête « citoyenne » : quel détournement de la démocratie !

[Le communiqué du comité](#)

[Le tract de la CGT](#)

AUBAGNE - 13

- **Aubagne : heureusement que la réa n'a pas été fermée !**

Sur Radio Galère, un médecin généraliste, membre des collectifs de défense de la réanimation de l'hôpital d'Aubagne et la responsable du syndicat CGT de l'hôpital reviennent sur la situation actuelle et sur les luttes en cours.

Les collectifs veulent pouvoir donner leur avis sur le projet de reconstruction de l'hôpital

[L'émission de radio : aller à 46'40](#)

[Le communiqué de presse](#)

SARLAT – 24

Concrétisation de la mobilisation du comité de Sarlat : ouverture du centre de santé le 8 décembre. Une avancée importante dans la lutte contre les déserts médicaux.

[Le centre de santé, remède à la pénurie de médecins ?](#)

[Le nouveau centre de santé de Sarlat Périgord noir ouvre le mardi 8 Décembre](#)



Info-flash

n°2 – 30 nov 2020

Comité de défense des hôpitaux publics de Dole

Les 40 communes qui ont pris une délibération en soutien aux hôpitaux publics de Dole

Ce week-end s'est tenue l'Assemblée générale de la Coordination nationale des Comités de défense des hôpitaux et maternités de Proximité. Axel Fricke et Laurence Bernier y ont participé en visio-conférence avec plus de 40 comités. Au cœur des débats : l'action contre la poursuite de la politique de réduction des moyens de l'hôpital public au profit du secteur privé et la désertification médicale, la défense de la Sécurité sociale et de son financement. La coordination a décidé de favoriser les échanges entre comités et de rendre plus visible son action. A suivre....



- AMANGE
- AUMONT
- BARRETAINE
- BRETIENIERES
- BREVANS
- CERNANS
- CHEMIN
- DAMMARTIN-MARPAIN
- DAMPARIS
- ECLANS NENON
- FRASNE LES MEULIERES
- GREDISANS
- JOUHE
- LA FERTE
- LA LOYE
- LA VIEILLE LOYE
- LES PLANCHES PRES ARBOIS
- MARNOZ
- MENOTÉY
- MOIRON
- MOISSEY
- MOLAIN
- MONNIERES
- MONT SOUS VAUDREY
- MONTHOLIER
- MONTMIREY LE CHÂTEAU
- MUTIGNÉY
- OFFLANGES
- ORCHAMPS
- OUSSIÈRES
- PARCEY
- PEINTRE
- PUPILLIN
- RAHON
- RAINANS
- RANS
- ST AUBIN
- ST BARAING
- VADANS
- VRIANGE

Le CADFAL39 (Conseil départemental des associations Familles Laiques du Jura) situé à St Aubin nous informe que dans le cadre de la crise COVID 19, les associations d'usagers sont sollicitées par l'ARS pour recueillir un retour d'expérience de patients qui auraient rencontré des difficultés dans leur parcours de soin, comme par exemple : La **déprogrammation**, de consultations, d'examen diagnostics, de soins, et d'interventions chirurgicales, dans le but de mobiliser au maximum la capacité d'accueil des patients et les moyens en personnels, pour prendre en charge les patients Covid, ou le **renoncement** aux soins par les patients eux-mêmes pour différents motifs (difficulté à trouver un professionnel de santé, crainte de la contamination en fréquentant les cabinets et établissements ou encore difficulté ou impossibilité de recourir à la télé-médecine.)

⇒ le questionnaire (qui peut être anonyme) est sur notre site www.defense-hopitaux-dole.fr ou peut vous être envoyé par mail.



CE QUE JE PEUX FAIRE TOUT DE SUITE :

- Contacter mon/ma maire, si ma commune n'apparaît pas dans la liste.
- Témoigner si vous avez subi une déprogrammation de soins ou d'intervention

A la semaine prochaine !

[Le tract](#)

BORDEAUX - 33

Quand les dépassements d'honoraires sont appliqués ! Une situation insoutenable pour les patients !

La situation de Mme Christine L. nous semble refléter une dérive grandissante qui s'installe dans nos parcours de soins. Elle nous a contactés sur les conseils d'une association partenaire (ACGironde, qui accompagne les personnes précaires en Gironde). Au-delà de l'aspect médical de son dossier (intervention chirurgicale avec réparation de deux ruptures tendineuses à l'épaule droite, pratiquée fin juillet 2020 sous anesthésie générale) qui aurait à notre avis pu entrer dans un cadre lié au travail, elle a simultanément quelques tracasseries sur le plan financier et psychologique. Elle est menacée (d'huissier et de passage au Tribunal) pour non-paiement de 1030 €. Cette somme correspond à deux dépassements d'honoraires médicaux, chirurgical et anesthésique...Le document ci-joint rapporte chronologiquement les détails de son affaire...Mme L était en train d'élaborer avec notre aide une solution à l'amiable avec les praticiens concernés qui semblent au final peu scrupuleux...

[Communiqué « La santé un droit pour tous » Communiqué de presse du 24 Novembre 2020](#)

[Communiqué « La santé un droit pour tous » - A propos de deux dépassements d'honoraires...](#)

MOÛTIERS - 73 -

Lorsque les stations ferment par manque de lits à l'hôpital : le président du comité de défense de l'hôpital de Moutiers dénonce le manque d'engagement des politiques

<http://coordination-defense-sante.org/?p=25925&preview=true>

FEURS - 42 -

Les comités de défense refusent la privatisation de l'EHPAD

[CR Rencontre ARS Loire - CD à l'autonomie 2020-11-13](#)

[2020-11-13 Rencontre ARS Loire Pour une Maison de Retraite Publique située au centre de Montbrison](#)
[2020-11-13 Rencontre ARS Loire Pour une Maison de Retraite Publique située au centre de Montbrison \(2\)](#)

Autres infos locales :

CRÉTEIL - 94

Une centaine de personnes se sont retrouvées à Créteil, devant l'hôpital H. Mondor.

Les témoignages sur la gestion de la pandémie sont attendus.
Prochain rendez-vous le 15 décembre

<http://coordination-defense-sante.org/2020/12/creteil-le-rassemblement-du-vendredi-4-decembre/>

Dossiers :

- **La campagne pour la Sécurité Sociale**

La déclaration de Convergence sur le PLFSS 2021 du 22 novembre

Une pétition de soutien à l'appel de St Étienne pour que vive la Sécurité Sociale

14 novembre : initiative de débat à Paris

La vidéo

Le tract explicatif

Le lancement de la campagne à Saint Etienne

- **Campagne européenne pour la gratuité des soins liés au COVID**



Pas de profits sur la pandémie
Initiative Citoyenne Européen-Right to cure

La Coordination Nationale s'est associée à de nombreuses organisations (associations, syndicats, partis politiques) français et européens pour une Initiative Citoyenne Européenne (ICE). Il s'agit d'une procédure officielle contraignante pour la Commission européenne, à condition d'atteindre 1 million de signatures réparties dans au moins 7 pays européens

Le but de cette ICE est d'obliger l'Union européenne à adopter une réglementation qui veille à ce que la recherche, la fabrication et distribution des futurs vaccins et traitements contre la COVID-19 se fassent dans la plus grande transparence et non sous le seul contrôle des trusts pharmaceutiques.

[Pour plus d'explications, le site européen des promoteurs de cette initiative](#)

La campagne a été lancée lundi 30 novembre

[Le communiqué de lancement des organisations françaises du 30 novembre 2020](#)

Depuis, la liste des organisations signataires s'élargit encore

Les articles de presse

[Le courrier picard](#)

[La Provence](#)

[Et sur les médias belges](#)

- **Communiqué unitaire : la conception du dialogue pour le ministère, c'est choisir et privilégier certain.e.s !**

Le mouvement des personnels hospitaliers, débuté dans les services d'urgence et qui s'est étendu ensuite à l'ensemble de l'hôpital et des établissements de Santé et de l'Action Sociale n'a toujours pas reçu de réponse satisfaisante de la part du gouvernement.

Professionnels et citoyens attendent des décisions pour sauver la santé publique et la démocratie, notamment dans le domaine de la santé.

[Le communiqué](#)

• PSYCHIATRIE

Communiqué - 29 novembre 2020



L'API a lu attentivement la réponse du Ministère des Solidarités et de la Santé, publiée au J.O. le 24/11/2020, à la question du député Monsieur Brahim Hammouche (question n° 30042 publiée au J.O. le 02/06/2020).

La question du député portait sur « l'évolution surprenante des missions du CMPP de la Nouvelle Aquitaine » figurant dans un cahier des charges, rédigé par l'ARS de cette région, ainsi que sur l'intention éventuelle d'actions du Ministère auprès de cette ARS afin que ce cahier des charges soit remanié. Le texte de cette question – qui a été précédée et accompagnée de la publication de plusieurs communiqués : entre autres de l'API, la FDCMPP, la SFPEADA et la FFP - était remarquable par l'exposé exhaustif des problèmes posés par ce cahier des charges tant sur le fond que sur la forme. En particulier celui de réduire et de repositionner les missions des CMPP, de façon quasi-exclusive, sur le sujet des troubles mentaux « TND » tels qu'ils sont définis dans le DSM-5 - manuel diagnostique et statistique (américain) des troubles mentaux-.

[Le communiqué](#)

<http://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-30042QE.htm>

• Communiqué Convergence Nationale

Retrait de la loi « *Sécurité globale* »

La Convergence des Services Publics se félicite de l'ampleur des mobilisations qui ont eu lieu dans toute la France samedi dernier, mobilisations auxquelles elle a appelé, contre le projet de loi « *sécurité globale* » présenté en procédure accélérée et adoptée par l'Assemblée nationale le 17 novembre dernier.

La Convergence Services Publics s'oppose notamment à toute privatisation des fonctions de la Police et de la Gendarmerie au profit du secteur de la sécurité privée, et à l'extension des prérogatives des polices municipales.

Profitant de l'occasion offerte par ce texte, le gouvernement lui a accolé un 3ème volet sur la protection des fonctionnaires de police et des militaires. À juste titre, de nombreux points de cette loi ne comprenant pas moins de 30 articles, sont contestés. Le principal (article 24) concerne la limitation de la captation d'images sur le terrain, notamment lors des opérations de maintien de l'ordre.

[Le communiqué](#)

Culture et santé :

Pierre Dac : parce que l'on peut rire de tout mais...pas avec n'importe qui

<https://www.youtube.com/watch?v=SFzahtXeUR0>

« Toutes les infos sur le site de la Coordination Nationale »

<http://coordination-defense-sante.org/>



COORDINATION NATIONALE

des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité

(Fondée à Saint Affrique en avril 2004)

Siège social : **1 rue Jean Moulin 70200 LURE**

Secrétariat : Lundi : 8h45-11h15 et 13h40-17h30 / Mardi : 8h45-14h45 / Jeudi : 8h45-11h15 / Vendredi : 13h40-16h15

Tél : 09 67 04 55 15

SIREN : 503 711 988 - SIRET : 503 711 988 00025

Association agréée - Arrêté du 06/06/2018 - N2017RN0146

Site : <http://coordination-defense-sante.org/>

Contact : cda12550@coordination-defense-sante.org

Présidente : Michèle LEFLON michele.leflon@orange.fr

Adresse : 34 Rue de la Porte de Bourgogne – 08000 Charleville-Mézières - Tél 06 08 93 84 93

Vice-Présidente : Rosine LEVERRIER boudchoum@wanadoo.fr

Adresse : 5 Rue Barbey d'Aurévilly – 14500 VIRE - Tél 02 31 67 07 54 - 06 41 29 08 02



COORDINATION NATIONALE

des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité

(Fondée à Saint Affrique en avril 2004)

Siège social : **1 rue Jean Moulin 70200 LURE**

Secrétariat : Lundi : 8h45-11h15 et 13h40-17h30 / Mardi : 8h45-14h45 / Jeudi : 8h45-11h15 / Vendredi : 13h40-16h15

Tél : 09 67 04 55 15

SIREN : 503 711 988 - SIRET : 503 711 988 00025

Association agréée - Arrêté du 06/06/2018 - N2017RN0146

Site : <http://coordination-defense-sante.org/>

Contact : cda12550@coordination-defense-sante.org

Présidente : Michèle LEFLON michele.leflon@orange.fr

Adresse : 34 Rue de la Porte de Bourgogne – 08000 Charleville-Mézières - Tél 06 08 93 84 93

Vice-Présidente : Rosine LEVERRIER boudchoum@wanadoo.fr

Adresse : 5 Rue Barbey d'Aurévilly – 14500 VIRE - Tél 02 31 67 07 54 - 06 41 29 08 02